

DEMANDE INDIVIDUELLE DE DISPENSE DU
« PRÉLÈVEMENT OBLIGATOIRE À TITRE D'ACOMPTE D'IMPÔT SUR LE REVENU »
REVENUS PERÇUS EN 2014
 (A PRODUIRE AU PLUS TARD LE 30/11/2013)

Je soussigné(e) :

 M. Mme

Nom de naissance : _____

Prénoms : _____

Situation de famille : _____

Nom marital : _____

 Né(e) le : / / à (Ville) : _____ Département /pays : _____

Adresse fiscale : Rue, Avenue, Boulevard : _____

Code postal : _____

Commune : _____

représenté le cas échéant par (pour mineur, et majeur sous tutelle ou curatelle)

 M. Mme Nom de naissance/prénoms : _____

Autres : _____

Nom marital : _____

 Né(e) le : / / à (Ville) : _____ Département /pays : _____

Adresse fiscale : Rue, Avenue, Boulevard : _____

Code postal : _____

Commune : _____

donne à la Banque instructions :

DISPENSE D'ACOMPTE SUR INTERETS
 de ne pas appliquer le prélèvement obligatoire au taux de 24% sur le **montant des intérêts** de toute nature lors de leurs inscriptions en compte (compte sur livret, compte à terme, PEL de plus de 12 ans, compte rémunéré, intérêts d'obligations, TCN,...).

J'atteste sur l'honneur et sous ma responsabilité que le revenu fiscal de référence de l'année **2012** du foyer fiscal auquel j'appartenais est inférieur aux montants (1) prévus par l'article 125 A du CGI - Code Général des Impôts (2).

DISPENSE D'ACOMPTE SUR DIVIDENDES
 de ne pas appliquer le prélèvement obligatoire au taux de 21% sur le **montant des dividendes ou assimilés** lors de leurs inscriptions en compte.

J'atteste sur l'honneur et sous ma responsabilité que le revenu fiscal de référence de l'année **2012** du foyer fiscal auquel j'appartenais est inférieur aux montants (1) prévus par l'article 117 quater du CGI - Code Général des Impôts (2).

A défaut de dispense, j'ai été informé que le prélèvement obligatoire prélevé s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au barème progressif au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué par l'administration fiscale.

(1)

J'appartenais en 2012 à un foyer fiscal de contribuable(s)	Dispense du prélèvement obligatoire pour les intérêts si	Dispense du prélèvement obligatoire pour les dividendes si
célibataire, divorcé(e), veuf(ve)	RFR < 25 000€	RFR < 50 000€
soumis à imposition commune	RFR < 50 000€	RFR < 75 000€

RFR = revenu fiscal de référence 2012 mentionné sur l'avis d'imposition 2013

DECLARATION DU TITULAIRE (ou de son représentant)

Je reconnais avoir été informé(e) que :

- sous réserve d'être signée et reçue par la banque au plus tard le 30/11/2013, cette demande de dispense produit ses effets pour les revenus inscrits en compte du 1/1/2014 au 31/12/2014 ;
- **en cas de demande de dispense formulée irrégulièrement, je peux être redevable d'une amende de 10% du montant des prélèvements obligatoires ayant fait l'objet de la demande de dispense (article 1740-0 B du Code Général des Impôts). Elle est recouvrée par l'administration fiscale sans que je puisse exercer de recours contre la Banque ;**
- la demande de dispense produira ses effets sur tous mes comptes individuels, ouverts dans les livres de la BANQUE à titre privé ;
- la demande de dispense produira ses effets sur chacun de mes comptes joints et sur chacun de mes comptes indivis, ouverts dans les livres de la BANQUE à titre privé, sous réserve que chacun des autres co-titulaires du ou des dits comptes puissent bénéficier individuellement de la dispense et ait fait la demande auprès de la BANQUE dans les conditions requises par la présente attestation ;
- si je suis entrepreneur individuel (commerçant, artisan, profession libérale, agriculteur, ...), la demande de dispense produira ses effets sur tous le(s) compte(s) détenu(s) tant à titre privé qu'à titre professionnel ;
- la dispense produit ses effets durant une année civile. Une nouvelle demande de dispense devra être le cas échéant produite chaque année. Ainsi, pour l'année 2015, la demande devra être remise à la Banque avant le 30 novembre 2014 inclus sous réserve du montant du revenu fiscal de référence 2013 mentionné sur l'avis d'imposition 2014 ;
- je dois communiquer à la Banque tout changement de domiciliation fiscale.

Fait à _____, Le ___/___/_____

Signature du titulaire ou de son représentant :

(2) Extraits du Code Général des Impôts

Article 117 quater - I. 1 Les personnes physiques fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B qui bénéficient de revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis et 120 à 123 bis sont assujetties à un prélèvement Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417, est inférieur à 50 000 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement dans les conditions prévues à l'article 242 quater.

Article 125 A - I - Les personnes physiques fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B qui bénéficient d'intérêts, arrrages et produits de toute nature de fonds d'État, obligations, titres participatifs, bons et autres titres de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants, ainsi que d'intérêts versés au titre des sommes mises à la disposition de la société dont elles sont associées ou actionnaires et portées sur un compte bloqué individuel, sont assujetties à un prélèvement Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417, est inférieur à 25 000 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 50 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement dans les conditions prévues à l'article 242 quater.

Art. 1740-0 B - La présentation d'une attestation sur l'honneur par une personne physique ne remplissant pas la condition prévue au troisième alinéa du 1 du I de l'article 117 quater et à l'avant-dernier alinéa du I de l'article 125 A pour bénéficier d'une dispense des prélèvements prévus aux mêmes I entraîne l'application d'une amende égale à 10 % du montant de ces prélèvements ayant fait l'objet de la demande de dispense à tort.